



Communiqué de presse
Paris, le 06 mai 2025

« Moins de roman national, plus d'Histoire »

L'Observatoire Histoire & Vie Publique publie la première étude sur la relation aux Commémorations à la veille des célébrations du 8 mai 1945

À quelques jours du 8 mai 2025, 80^e anniversaire de la victoire de 1945, l'Observatoire Histoire & Vie Publique, en partenariat avec l'IFOP, a souhaité interroger le rapport des Français aux grandes commémorations du passé. Entre désir d'histoire, rejet de la récupération politique et attrait pour les événements contemporains, les Français demeurent très attachés à ces rites républicains qui entretiennent notre mémoire collective et célèbrent les grandes heures de notre histoire.

Les commémorations : entre grande importance et volonté d'honorer les victimes et les héros...

Pour 81 % des répondants, l'acte de commémorer est jugé important. Cette proportion reste stable, quel que soit l'âge des sondés. Pour les Français, les commémorations permettent d'honorer les victimes et les héros du passé (91 %), de transmettre aux générations futures (84 %), de renforcer l'esprit civique et la conscience citoyenne (78 %), de mieux comprendre les enjeux du présent (77 %), et de contribuer à l'unité nationale (76 %). À l'inverse, seuls 28 % considèrent ces commémorations comme un « rituel démodé », et 25 % comme un « poids du passé qui empêche d'avancer ».

... avec une attention plus forte portée à l'histoire contemporaine

Dans cette étude, plusieurs événements ont été proposés aux sondés afin d'évaluer leur importance commémorative. Sans surprise, la Première et la Seconde Guerre mondiale arrivent en tête, avec respectivement 83 % et 86 % des répondants jugeant important de les commémorer. L'histoire récente suscite également une forte attente : 80 % jugent importante la commémoration des attentats de novembre 2015 à Paris, et 72 % celle de l'attentat du World Trade Center. Plus surprenant, les événements plus anciens suscitent moins d'adhésion : 73 % estiment importante la célébration de la Révolution française et de l'abolition de l'esclavage (1848). Seuls 49 % souhaitent voir commémorées les grandes batailles et réformes napoléoniennes.

On aurait pu imaginer une influence marquée du contexte international actuel sur ces réponses. Or, cette influence semble marginale : seuls 46 % des Français estiment que la commémoration de la paix issue des grands conflits mondiaux est plus nécessaire aujourd'hui. En revanche, 70 % jugent que la célébration du 8 mai 1945 devrait s'inscrire dans une logique internationale, aux côtés des autres pays alliés.

Enfin, 79 % des sondés estiment que les commémorations contribuent au renforcement des liens intergénérationnels.

... mais une volonté affirmée de confier les commémorations à des historiens plutôt qu'aux politiques

Les Français rejettent majoritairement les tentatives de politisation de ces moments de mémoire. Ils accordent une forte confiance aux acteurs du patrimoine (78 %), à l'armée (75 %) et aux enseignants (72 %) pour organiser, transmettre et incarner ces cérémonies. Le Président de la République recueille 51 % d'opinions favorables. La cote de confiance chute ensuite : 46 % pour le gouvernement, 40 % pour les sénateurs, 39 % pour les responsables politiques en général, et 38 % pour les députés. Seuls les élus locaux bénéficient d'un soutien majoritaire (67 %).

« Alors qu'une petite musique insinue depuis longtemps une forme de désuétude ou de désintérêt pour ces cérémonies qui jalonnent notre calendrier, l'étude souligne au contraire la très grande importance de ces hommages pour les Français. Plus qu'un devoir de mémoire, nos concitoyens appellent à un devoir d'histoire, à une exigence continue de pédagogie, pour mieux comprendre ces grands rendez-vous de notre passé commun. Enfin, ils condamnent fermement toute tentative d'instrumentalisation ou de récupération politique détournant le sens de ces événements à des fins contemporaines », analyse Pierre Branda, directeur de l'Observatoire Histoire et vie publique.

La méthodologie de l'Observatoire Histoire & Vie Publique
pour les notes est accessible [ici](#). L'étude complète est disponible sur simple demande.

À propos de l'Observatoire Histoire & Vie Publique :

Le passé est omniprésent aujourd'hui dans la parole publique comme dans les médias, mais de quel passé parle-t-on ? Quelle utilité en a-t-on ? Est-ce que l'histoire influence encore vraiment nos contemporains ? Et de quelle manière ? Bref, comment mobilisons-nous réellement l'histoire, et notamment les plus jeunes d'entre nous ? **Les questions sont nombreuses tandis que manquent les réponses.** La Fondation Napoléon et ses partenaires mettent en place, à compter de 2024, l'Observatoire Histoire & Vie publique. Son but est de **collecter et de mettre à la disposition de la presse, des chercheurs et du public, les données nécessaires à l'analyse de la place de l'histoire dans la société.**

Aider à la compréhension des mouvements en cours dans la société est l'enjeu de notre Observatoire Histoire & Vie publique. Nous considérons en effet que notre rôle est d'élargir les connaissances sur la popularité de l'Histoire et de fixer des repères pour les acteurs du débat public ainsi que leurs audiences.

Pourvoyeur d'informations objectives, l'Observatoire n'ayant pas pour vocation de se poser en arbitre des débats sur l'utilisation de l'histoire. L'Observatoire Histoire & Vie publique travaillera en **toute indépendance et dans la neutralité**, s'appuyant sur des outils d'analyses fiables et reconnus par tous. Il bénéficiera de l'aide de la Fondation Napoléon pour sa mise en place, mais sa **démarche** est avant tout **participative**, car il souhaite fédérer autour de lui les principales organisations ou médias s'intéressant à l'histoire.

Contact presse :

Yannick Augrandenis

Email : yannick.augrandenis@plead.fr

Tél : 06 87 06 77 33